Domainaine Public

DP

JAA
1002 Lausanne

16 février 1995 - n° 1202
Hebdomadaire romand
Trente-deuxième année

Un simple sarclage

Les modes et les techniques sont depuis longtemps dépassées qu'elles perdurent encore dans les mots ou les constitutions. Sous éclairage électrique, il est des jeux qui ne valent pas la chandelle. Et l'article 31^{bis} de la Constitution fédérale demande toujours, comme au temps du plan Wahlen, que soit «conservée une forte population paysanne».

On s'est donc avisé qu'il fallait rafraîchir le programme. Désormais, l'agriculture contribuera «à l'entretien du paysage rural», «à l'occupation décentralisée du territoire» et même, concession au jargon de la modernité, «à l'utilisation durable des bases naturelles de l'existence». Certes, il faut assurer l'approvisionnement de la population, mais «par une production respectueuse de l'environnement et orientée vers les possibilités d'absorption du marché». Bref, un lifting qui sera présenté, pour approbation, au peuple et aux cantons.

Mais la réalité n'est pas modifiée par ces seuls jeux d'écriture. Les paiements directs ont pu être introduits sur l'actuelle base constitutionnelle; ils existaient déjà, à hauteur de plusieurs centaines de millions, avant que le 7^e rapport sur l'agriculture et le rapport Popp en prônent la généralisation. L'agriculture suisse est toujours la plus subventionnée au monde; l'écart avec les prix de l'Union européenne est, aujourd'hui comme hier, du simple au double, comme le savent le million de Suisses qui vivent en région frontalière. Malgré ces protections exceptionnelles, la population agricole vit une mutation que traduit la disparition de nombreuses exploitations; la profession est morose devant un avenir incertain.

Pour l'instant, l'ambition du pouvoir politique semble se limiter au franchissement du Gatt. Le Vorort et l'Union suisse des paysans ont conclu un accord tacite: pas de référendum contre le Gatt, en échange pas d'opposition à l'extension des paiements directs. Mais les réformes de structure restent à faire. La votation concernant la modification de l'arrêté sur l'économie laitière est une bonne introduction à cette problématique. De quoi s'agit-il?

L'Etat, qui garantit le prix du lait, exige en retour que la production soit limitée. Des quotas sont imposés. Les contingents sont individualisés, par exploitation. Or, un agriculteur peut décider de renoncer à ce type de production. Partout où la nature du sol et l'altitude le permettent, ce choix est aisé. Il fut même antérieur au contingentement

laitier.

Le droit à un contingent de lait représente une valeur. Le paysan qui ne souhaite pas l'utiliser peut-il le monnayer, le revendre à un autre exploitant? Oui ont décidé les Chambres fédérales, en modifiant l'arrêté sur l'économie laitière. Cette décision a été attaquée par référendum, lancé par l'Association de défense des petits et moyens paysans.

Sur ce point particulier, il est choquant, pour des raisons de principe, qu'un droit conféré par l'Etat soit monnayable. Les professions libérales au bénéfice d'un droit d'exercer reconnu n'autorisent pas le transfert payant de clientèle, le pas de porte. Admettrait-on qu'un entrepreneur revende son contingent de main-d'œuvre étrangère? La remise dans le circuit d'un contingent non utilisé est certes souhaitable, mais il devrait être gratuit. Le paysan qui renonce à produire du lait ne fait pas un sacrifice, puisqu'il consacra son sol à une autre activité (céréales, pommes-de-terre, produit d'engraissement). Ce surplus de production dans un autre secteur risque d'entraîner pour l'Etat un surcoût de la prise en charge. Contrairement aux affirmations des défenseurs de cette pratique, il ne s'agit pas d'une déréglementation, car le commerce des contingents sera soumis à des conditions qui constituent de fait une surréglementation.

Plus grave: les paiements directs constituent déjà une sorte de rente foncière; il y a rétribution liée au seul fait de la propriété. La commercialisation d'un contingent renforce cette orientation.

Le vrai problème est celui de la réorganisation totale du marché laitier. Le Conseil fédéral écrit en 1993: «Il faudra procéder à une révision de l'ensemble de la législation laitière, comme nous l'avons mentionné dans le 7^e rapport sur l'agriculture». Ce septième rapport date de 1991. Quant à la révision générale, «qui exigera par la force des choses un temps d'élaboration prolongé», elle semble agendée pour 1999. A cette date, Jean-Pascal Delamuraz ne sera certainement plus aux responsabilités.

La refonte sera difficile: politiquement et économiquement. Elle impliquerait une aide individualisée et contractuelle facilitant les réorientations. En fait la décartellisation du secteur laitier n'a pas commencé. On va donc voter pour prendre acte qu'on empoignera le problème à bras le corps demain.

AG

Prendre de la hauteur

CAPACITÉS

Gothard	
Tunnel de base	300 trains
Tronçon actuel	250 trains
Total	550 trains

En tenant compte des lignes d'accès, la capacité réelle sera de 400 trains par jour. Il y a donc augmentation pour le trafic à longue distance de 150 trains.

Lötschberg	
Tunnel de base	300 trains
Tronçon actuel	250 trains
Total	550 trains

En tenant compte des lignes d'accès, la capacité réelle sera de 300 trains par jour. Elle sera toutefois réduite pour le trafic à longue distance, si on tient compte de la capacité du tunnel du Simplon (220 trains, mais il faut également y faire passer une soixantaine de trains Lausanne - Italie).

Rappelons qu'il y a d'autres moyens d'augmenter la capacité des axes ferroviaires. En modifiant les systèmes de sécurité pour raccourcir la distance entre les convois et en harmonisant leur vitesse, par exemple.

(pi) La Suisse n'a plus les moyens de ses singularités... C'est la première conclusion à tirer du nouveau débat autour des tunnels alpins. Leur construction avait été décidée pour résister aux pressions de l'Union européenne qui souhaitait l'ouverture du pays aux camions de 40 tonnes; et le surdimensionnement de l'infrastructure se justifiait pour des raisons de politique intérieure, pour répartir investissements et nouvelles lignes sur le territoire. La Suisse a donc choisi, comme à son habitude, la variante luxe, ce qu'elle avait déjà fait pour Rail 2000. Pour ces deux projets, on est d'ailleurs rétrospectivement étonné de la minceur de l'argumentation qui avait servi à les défendre devant le parlement, puis face au peuple: décisions prises en solitaire, sans concertation internationale; aucune étude sérieuse de capacité, qu'il s'agisse du nombre d'envois que peut supporter le réseau actuel réaménagé ou qu'il s'agisse de la demande prévisible, études lacunaires sur la rentabilité. A cela s'ajoutent ensuite des erreurs politiques, à commencer par l'inscription dans l'Accord sur le transit des moyens (les tracés NLFA dans le détail) plutôt que des objectifs (en termes de capacité, de calendrier et de temps de parcours par exemple). Ceux-ci figurent bien, mais ils sont relégués au second plan par l'engagement pris face à Bruxelles de construire deux axes plutôt qu'un seul. Ces deux axes sont d'ailleurs présentés comme une nécessité technique, destinés à créer un réseau, alors que leur utilité est avant tout politique, le Lötschberg servant à faire admettre le Gothard à la Suisse romande. Enfin, le parlement s'est davantage occupé à gonfler le projet qu'à discuter de l'essentiel: son utilité et, surtout, les mesures d'accompagnement nécessaires.

L'Initiative des Alpes est venue combler ce manque de façon plutôt grossière et le débat se concentre enfin sur l'essentiel: l'utilité du projet, sa capacité en regard de la demande européenne et sa rentabilité. On se rend enfin compte de la charge financière disproportionnée que représente le percement de deux axes en regard des services attendus. On prend conscience que ces services pourraient être offerts à moindre coût. On admet que l'avantage du Lötschberg pour la Suisse romande n'est pas évident, sauf à considérer principalement les travaux que son percement procurera.

Mais comment se situer dans cet embrouillamini. Quelques pistes.

● Il faut en principe respecter les décisions et les engagements pris; mais il ne faut pas pour autant exclure d'en prendre d'autres si le contexte le justifie. Rien n'empêche le parlement de redimensionner le projet par

une décision soumise au référendum facultatif.

● Il ne faut pas être naïf: il sera difficile de faire admettre une construction échelonnée commençant par le Lötschberg. A cause du poids politique des gothardiens, certes. Mais aussi parce que les faits sont têtus: le Lötschberg n'est que la moitié de l'axe prévu à l'origine qui comprenait également un nouveau tunnel du Simplon. Or, ce demi-axe, s'il est meilleur marché que son concurrent en chiffres absolus, se révèle coûteux si l'on tient compte de la capacité supplémentaire qu'il offrira (voir en marge).

● Il convient aussi de relativiser les passions et de mettre dans la balance les intérêts réels des Romands à voir le Lötschberg se réaliser: ces intérêts sont minces, y compris pour les Valaisans qui ont admis qu'il soit renoncé au transport des voitures - et dont on se demande s'ils n'admettraient pas aussi qu'il soit renoncé au transport de marchandises, pourvu qu'ils puissent bénéficier des retombées économiques du percement. Il est par ailleurs toujours question de renforcer, grâce au Lötschberg, la ligne du Simplon. Mais ne vaudrait-il pas mieux investir sur la ligne du Simplon elle-même, à partir de la sortie sud du tunnel?

● Dans une éventuelle nouvelle décision, il convient de tenir compte en priorité des besoins du transit et d'intégrer également d'autres éléments de notre politique des transports. On sait en effet que les jours (ou les années) des 28 tonnes sont comptés, que l'Initiative des Alpes devra entrer en vigueur et que nous disposons d'un instrument nouveau qui devrait permettre de rétablir un semblant de vérité des coûts entre le rail et la route: la taxe poids lourds, selon les prestations dont le principe est désormais inscrit dans la Constitution.

● Cette priorité aux besoins européens ne doit pas empêcher de parvenir à une décision équilibrée, notamment pour les Romands. Mais alors que les Romands se mettent d'accord sur les investissements qui leur seraient utiles. On peut gager qu'à cet exercice, le percement du Lötschberg arriverait en quatrième ou cinquième position, après le trafic d'agglomération (les RER ont davantage fleuri en Suisse alémanique que chez nous), l'achèvement complet de Rail 2000 (y compris le tronçon abandonné Vauderens - Villars-sur-Glâne) et le raccordement au réseau TGV.

Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'on lâche la proie pour l'ombre. L'obtention de garanties sur une décision équilibrée intégrant des éléments autres qu'un axe alpin est possible. Les juristes et les politiques sauront bien imaginer les formes adéquates. ■

Les électriciens pris au piège

(jd) En 1994, la consommation d'électricité a baissé pour la deuxième année consécutive. Pourtant la loi de l'offre et de la demande ne joue pas, puisque les tarifs sont à la hausse. Les consommateurs paient ainsi l'obstination des producteurs à ne considérer qu'un seul scénario, celui de la croissance continue de la demande. Une obstination confortée il est vrai par la mollesse des autorités, dès lors qu'il s'agit de promouvoir les économies d'énergie.

On ne peut pondérer avec précision les causes de cette baisse de la consommation: un hiver doux et la suppression de nombreux emplois

certainement, un comportement plus économe des usagers, peut-être, et dans une proportion modeste.

Quant à la production record de 1994, elle résulte d'une année particulière-

registrent des pertes. Et si la tendance à la baisse ou même à la stagnation de la consommation persiste, la situation ne peut qu'empirer. En effet, les engagements suisses dans le nucléaire français vont encore augmenter de plus de 50% jusqu'en l'an 2000.

Posons une fois encore la question: avec les milliards investis dans la production de nouveaux kilowatts/heure, quelles mesures aurait-on pu prendre pour améliorer l'efficacité énergétique des appareils et des moteurs électriques, pour diffuser ces nouvelles techniques et pour promouvoir des sources alternatives de production? Il est difficile de chiffrer la réponse, mais on sait que les économies potentielles, sans diminution des prestations énergétiques, varient selon les estimations entre 15 et 30%. Les électriciens ont fait le choix d'ignorer ce scénario et de tout miser sur la croissance «naturelle» de la consommation. Non pas par goût du profit – les électriciens ne sont pas des entrepreneurs, sans quoi ils auraient occupé le créneau des économies – mais dans le souci d'asseoir le pouvoir et l'emprise de l'électricité. Une vision d'ingénieur. ■

Production

Centrales hydroélectriques	39,6 milliards kWh
Centrales nucléaires	22,9 milliards kWh
Participations nucléaires à l'étranger (estimation)	10,6 milliards kWh
Participations étrangères en Suisse	1 milliard kWh
Consommation	50,5 milliards kWh
Excédent de production	21,4 milliards kWh
Chiffres pour 1994	

N.B. L'excédent ne correspond pas à la soustraction Production moins Consommation: la différence est constituée par des pertes de transport et de transformation.

ment humide et chaude et de la fiabilité des centrales nucléaires helvétiques, à quoi il faut ajouter l'augmentation de puissance de Mühleberg et l'amélioration de l'efficacité de Leibstadt. Au total, la production indigène d'électricité dépasse de plus de 23% la consommation intérieure.

Ce n'est pas tout. Freinés dans leurs projets de développement du nucléaire en Suisse – difficulté d'obtenir les autorisations nécessaires d'abord (Kaiseraugst, Graben, Verbois), vote d'un moratoire par le peuple ensuite –, les électriciens sont allés chercher à l'étranger l'énergie qu'ils croyaient indispensable pour répondre à la demande du pays, en investissant dans le nucléaire, surtout français, ou en s'assurant des droits d'achat. Si l'on tient compte de cet apport extérieur, l'excédent total d'électricité équivaut à 40% de la consommation suisse.

L'ennui avec l'électricité d'origine nucléaire, c'est qu'on ne peut pas la stocker. Produite en continu, elle appelle une consommation immédiate. Sauf à l'utiliser pour pomper l'eau dans les barrages et à la restituer par turbinage au moment où la demande est forte. D'où le projet en cours de Cleuson-Dixence et celui à réaliser de Mauvoisin. Mais cela ne représente qu'une faible part de l'électricité nucléaire disponible. Reste donc l'exportation sur un marché européen saturé, c'est-à-dire à un prix inférieur au coût de production. Voilà pourquoi le consommateur suisse supporte une hausse des tarifs et les sociétés productrices et distributrices en-

GRÈVES

En baisse à cause de la récession

(vb) La perte en journées de travail en 1993 (100 journées) se révèle être nettement inférieure aux chiffres enregistrés en 1991 et 1992, à savoir respectivement 250 et 170 journées de travail. Cette tendance pourrait s'expliquer par la récession, selon la revue anglaise *Employment Gazette*.

La Suisse n'a affiché aucune perte économique à la suite d'arrêts de travail en 1993. Tel n'est pas le cas d'autres pays, comme la Grèce (840 journées de travail perdues par millier de salariés), l'Espagne (250) et le Canada (150).

Observées sur une plus longue période (1984/93), les grèves se chiffrent annuellement à 330 jours par millier de salariés en moyenne, dans les pays de l'OCDE. L'Autriche, le Japon et les Pays-Bas se rangent aux côtés de la Suisse parmi les pays accusant le moins de journées perdues. A l'autre bout du classement se trouve la Grèce (3750), l'Espagne (580), la Turquie (380), le Canada (350) et l'Italie (310). Historiquement, il s'avère que certaines branches économiques comptabilisent un nombre de grèves supérieur à la moyenne, à commencer par l'industrie minière, l'industrie manufacturière, la construction, les transports et les communications. ■ In *La Vie Economique* 2/95.

Déchets toxiques: Concurrence déloyale

(jd) Trop longtemps la Suisse a résolu le problème des déchets toxiques en les exportant. L'établissement de règles internationales et la réticence croissante de certains pays à remplir la fonction de poubelle industrielle ont conduit la Confédération à élaborer une conception pour l'élimination des déchets qu'on appelle pudiquement spéciaux.

Mais voilà, les installations construites à grands frais dans ce but – notamment à Dottikon (Argovie) et à Bâle – ne tournent pas à plein régime et ne sont donc pas rentables. Le volume des déchets à traiter n'a pas augmenté dans les proportions prévues: une partie de la production industrielle a émigré à l'étranger et les processus de fabrication ont été optimisés pour des raisons économiques. Et depuis quelques années, les cimenteries acceptent volontiers toutes sortes de déchets, y compris hautement toxiques, pour alimenter leurs fours. Leur destruction est garantie par la très haute température qui règne dans ces fours. La combustion des huiles usées, des vieux pneus, des déchets de bois et des boues d'épuration représente aujourd'hui quelque 15% des besoins énergétiques de l'industrie cimentière. Solution écologiquement raisonnable puisqu'elle permet d'économiser des combustibles fossiles.

Les exploitants des usines d'incinération de déchets toxiques ne voient pas cette concurrence d'un bon œil. D'autant moins qu'ils sont soumis à des normes d'émission très sévères, ce qui n'est pas le cas des cimenteries. En effet, l'Ordonnance fédérale sur la protection de l'air autorise ces dernières à émettre dix fois plus d'oxydes de soufre et d'azote que les incinérateurs de déchets spéciaux. A l'origine, ce traitement de faveur vise à préserver la capacité concurrentielle du ciment helvétique. Est-il toujours justifié aujourd'hui, alors que les cimenteries se sont trouvées une vocation d'incinération?

Il faudra bien que la Confédération adopte une politique cohérente en la matière: soit réserver la destruction des déchets toxiques aux installations spécialement conçues à cet effet, soit libéraliser le traitement de ces déchets, mais en veillant à ce que tous les opérateurs soient traités de manière équitable. ■

MÉTÉO

L'Institut Suisse de Météorologie cherche des personnes prêtes à tenir un journal de l'influence du temps sur leur comportement. Il faudrait une centaine de volontaires. Comme à notre connaissance l'information n'a paru que dans le *Tages Anzeiger*, s'agit-il d'une enquête limitée à la région zurichoise? ■

Souvenez-vous de la taxe occulte!

(ag) On n'a pas tout à fait oublié l'argumentaire qui a accompagné la votation sur la TVA.

L'industrie d'exportation n'était pas en mesure de se faire rembourser l'Icha qui avait frappé ses investissements. Le prix des marchandises envoyées hors de nos frontières en était alourdi. L'obstacle était d'importance, chiffré en milliards. Il fallait d'urgence supprimer cette distorsion de concurrence, puisque les industries étrangères peuvent, elles, obtenir cette rétrocession.

1994 aura donc été la dernière année de la taxe occulte suisse. Cela n'a pas empêché l'industrie d'exportation d'obtenir des résultats remarquables (+ 3%) en franchissant largement la barre des 100 milliards. ■

Quatre chiffres qui en disent long

(ag) La population active occupée a diminué encore en 1994 de 1,5%. Le chômage a augmenté, lui, de 4,75%. Il en résulte que la productivité du travail a crû de manière nette: + 3,25%, ce que reflète aussi la production industrielle: + 8%.

Le redressement économique est à ce prix, nous dit-on. Produire plus avec moins de force de travail. Mais les personnes dont l'emploi est supprimé sont transférées à l'ensemble de la société pour leur prise en charge.

Les entreprises ne peuvent pas se désintéresser de cette «externalisation» de leurs coûts de production. D'où leur obligation morale d'être partenaires dans des mesures correctives. ■

EN BREF

Un Conseil de la Regio Basilensis vient de se constituer malgré l'absence d'une structure juridique. Il comprend des représentants des trois pays participants, l'Allemagne, la France et la Suisse, au niveau des districts, des cantons, des universités, des villes. C'est pourquoi Delémont en fait partie. Un comité coiffe le Conseil.

Le syndicat SSP/VPOD connaît le livre d'Osborne/Gaebler *Reinventing Government*. Il est mentionné dans la bibliographie du document *Pour des services publics performants et peu onéreux*. La question sera traitée au Congrès fédératif de Lausanne.

Les détournements de lignes téléphoniques sont-ils plus nombreux que l'on pense? Une Communauté d'intérêt des victimes du téléphone s'est fondée, à Kreuzlingen. ■

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédactrice:
Valérie Bory (vb)
Ont également collaboré à
ce numéro:
Gérard Escher (ge)
André Gavillet (ag)
Pierre Imhof (pi)
Christian Ogay (cog)
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum: Michel Glardon
Composition et maquette:
Valérie Bory,
Françoise Gavillet
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et
Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9

Un enjeu symbolique pour la région lausannoise

Le 6 septembre 1994, le Conseil communal de Lausanne refusait le Plan partiel d'affectation au lieu dit «Gare du Flon», proposé par la municipalité. Mais par contre, l'avenir de la zone réservée à l'interface des transports publics reste en jeu.

REPÈRES

L'aménagement de la Vallée du Flon a toujours eu deux volets: le quartier proprement dit et l'interface.

L'échec récent du plan global aura pour effet de dissocier les deux aspects. L'aboutissement programmé du LEB oblige à donner la priorité à l'interface.

Sur cet objet au moins devraient se reporter les ambitions de créer une véritable «gare avancée».

(cog/vb) Ce sera la première grande opération de remodelage du quartier. Nœud du problème: comment traiter le flot journalier de quelque 50 000 usagers – 7000 à certaines heures – qui emprunteront quatre lignes ferroviaires: le métro Lausanne-Ouchy, avec sa parallèle du Lausanne-Gare, le TSOL (métro de l'Ouest lausannois), le train Lausanne-Echallens-Bercher et le futur métro nord-est (sans compter les lignes de bus qui passeront à cet endroit)?

Il est juste de prévoir des cheminements réduits au minimum: de nombreux passages ne seront que des transbordements de gens pressés. Il est tout aussi important de faciliter la vie quotidienne des usagers par l'aménagement de restaurants, boutiques, agences diverses. L'interface pourrait devenir une halte agréable et même un tremplin pour tout le centre. Elle irriguera aussi bien les offres commerciales déjà existantes dans le quartier que les offres culturelles ou artistiques comme le Théâtre du Métropole ou d'autres lieux à préserver ou créer.

Avec le refus d'entrée en matière du Conseil communal, le dossier est dès lors géré par le Département cantonal des travaux publics, de l'aménagement et des transports. En effet, il faut faire appel à la Loi fédérale sur les chemins de fer et à celle sur le droit d'expropriation pour définir les périmètres nécessaires. Si l'on s'en tient seulement à ces dispositions, la réalisation risque d'être étriquée. Il faudra alors sans doute passer par un Plan d'affectation cantonal. La volonté politique devrait permettre d'en faire aboutir une formule généreuse à la mesure de l'événement urbanistique et régional que constitue cet interface.

Des structures de concertation ville-canton sont désormais en place aux deux niveaux politique et technique et l'on verra d'ici peu si se confirment les bonnes dispositions des uns et des autres.

Parallèlement, le bureau Tschumi et Merlini, qui avait présenté un avant-projet «Métropont» tombé avec l'ensemble du projet Ponts-Ville s'est remis au travail, profitant des connaissances acquises antérieurement. L'avant-projet précédent avait un sens particulier dans une vision d'ensemble. La nouvelle situation permet de reprendre le problème librement.

La construction de la nouvelle gare, en liaison avec l'aménagement de toute la zone,

est appelée à prendre une valeur symbolique pour Lausanne et sa région, au-delà des questions de fonctionnement matériel. Il faudra que ce lieu soit agréable, beau, et qu'on ait envie de s'y rendre, de s'y retrouver.

Avec ses espaces publics, non seulement les usagers mais tous les Lausannois devraient être en mesure de le reconnaître comme un nouveau lieu d'identification collective, riche en significations diverses, par ses possibilités de liaisons au centre ville. Et aussi une manière de marquer le rôle régional de la capitale vaudoise au cœur d'un vaste réseau (par exemple, pourquoi ne pas y placer un studio de radio ou de télévision locale?).

Il faut donc faire appel à la volonté conjointe de la commune et du canton pour la réussite de cette entreprise susceptible de donner le ton aux aménagements ultérieurs de la plate-forme du Flon. En ce sens, l'interface devrait être une réalisation marquante. ■

MÉDIAS

Y aura-t-il un troisième programme local à Berne? Le groupe qui le désire a déjà eu l'occasion d'émettre pendant une semaine il y a quelques années. Il demande une concession pour RaBe, diminutif de Radio Berne, mais, pour ceux qui savent l'allemand, c'est l'équivalent français de «corbeau». Il s'agirait d'un émetteur de minorité pour les minorités.

Le consommateur est-il capable d'apprécier les nouveaux médias: CD-ROM, Journal électronique, On-line-services, Audiotex, journal interactif, télévision interactive, tout cela s'ajoutant aux médias traditionnels?

Deux instituts de l'Université de Berne: Science politique et Médias, en collaboration avec l'Université populaire, ont organisé au début de cette année une série de trois exposés sur la politique et les médias, présentés par des professeurs de Paris, de Vienne et de Münster en Westphalie. Le politologue venu de Westphalie s'est penché sur le journalisme d'investigation, ses nécessités politiques et l'éthique.

L'INVITÉ DE DP

Lettre ouverte à mes enfants qui n'aiment plus les flics

MICHEL GLARDON

Vice-président du comité
vaudois de la Ligue des
droits de l'Homme
Député des Verts

Jusqu'à dix ans, vous aimiez la police. Les leçons de circulation vous plaisaient. Le gendarme avait sa place, sûre, dans le paysage du bourg ou du quartier. Sa prestance, l'uniforme, le respect dont il paraissait entouré semblaient faire du gendarme une figure familière et aimable dans votre paysage.

A 12 ans, vous aviez encore quelques hésitations à embarquer dans mes plaisanteries lorsque nous croisions une Volvo à pot bleu: «Tiens, mes copains!»

A 15 ou 16 ans, vous étiez installés dans la haine des poulets. Je ne pense pas qu'à cet âge-là l'opinion des parents vous ait beaucoup influencés! La culture adolescente transmet sans doute rituellement le rejet de bien des autorités, et la police en est parfois la plus visible. Mais j'attribue aussi votre revirement à deux expériences. La première, à laquelle nous avons assisté ensemble, c'est la chasse aux fumeurs de joints au camping du Festival de Nyon. Vous avez vu des adultes qui n'avaient pas l'allure de délinquants tels qu'on les présente dans les séries TV prendre de vagues précautions avant de partager les bouffées de cannabis. Vous avez vu des jeunes, pas plus provocateurs, se faire systématiquement embarquer par les «stups»: contrôle d'identité, amende pour l'ombre d'un petit bout de shit.

La deuxième expérience qui me semble avoir entraîné votre changement d'attitude, vous l'avez vécue seuls, et à de nombreuses reprises. C'est, principalement à la gare de Lausanne, le contrôle d'identité pour cause de look. Emmenés dans le portakabin de la police à la place de la Gare, voire dans le corridor d'un immeuble du quartier: Papiers? D'où viens-tu? Fumes-tu? As-tu des copains qui se droguent?

Vous avez maintenant fêté vos 17 et 18 ans. La majorité civique est atteinte ou se profile. Vous pourrez prendre des positions de citoyenne et de citoyen. J'aimerais vous dire:

La peur du gendarme est certainement un réflexe des plus sains. Si vous avez commis une infraction, cela va de soi. Mais même si vous n'avez rien fait de répressible: la police est aussi le bras armé d'un Etat qui peut vous rendre mille services, mais dont la fonction ultime est la défense d'un ordre en faveur des puissants et des privilégiés (ceux que, petits, vous appeliez les «commandeurs»).

Si la police est si largement l'objet d'un rejet, c'est notamment pour cette raison, que vous avez vécue: son fonctionnement nie des valeurs auxquelles vous êtes attachés et sur lesquelles la démocratie devrait être basée. Seul exemple: l'intervention des policiers auprès des jeunes vise systématiquement à l'encouragement de la délation, alors que la solidarité est

une condition de survie de la communauté.

Vous m'avez demandé s'il était possible de supprimer la police, en pensant à ces crimes horribles dont on aimerait tellement être protégé(e)?

Supprimer entièrement la police, ou la prison, dans la société où nous vivons n'est sans doute pas possible. Il faut créer une société sans prison, sans police, parce que ces institutions n'y seront pas nécessaires. Des institutions que n'ont pas connues d'immenses contrées (en Afrique, par exemple), où la déviance était prise en charge autrement.

En attendant ces perspectives paradisiaques, et tant que la police existe, un minimum peut être attendu d'elle.

Les abus ne doivent plus être tolérés par les citoyens: chaque fois qu'une personne défend ses droits, proteste, c'est toute la population qu'elle protège. A cet égard, j'ai été frappé du nombre de procédures soutenues par la Ligue des droits de l'Homme parce qu'elle avait été interpellée dans ces termes: «En ce qui me concerne, cela ne changera rien, mais je ne voudrais pas que cela arrive à d'autres.» Les abus ne doivent pas être tolérés non plus par les responsables politiques: si je me réjouis de ce que le conseiller municipal lausannois responsable de la police soit «saqué», c'est non pas tant parce qu'il a été pris la main dans le sac dans une histoire de ristournes qui paraît habituelle dans son milieu, mais parce que, pourtant dûment alerté, il a laissé ses policiers pratiquer à large échelle des «fouilles sommaires» parfaitement illégales sur les jeunes, les marginaux, les basanés... Et il faut que cesse la protection trop souvent systématique des juges à l'égard de leurs auxiliaires policiers.

Les abus éliminés, peut-être verra-t-on mieux comment la police pourrait vivre en harmonie avec le corps social. On s'apercevra sans doute que tout le monde se trouve mieux avec des policiers «réguls», qui ne font que leur travail mais le font dans le respect des droits des justiciables, plutôt que de prétendus «agents de prévention» moralisateurs qui œuvrent dans le flou juridique.

J'imagine aussi que l'on «découvrira» que la population qui veut être sécurisée l'est mieux par des postes de quartier que par ces colossaux hôtels de police qu'on a construits à grands frais; qu'un policier mieux formé et mieux payé risque moins les dérapages; qu'un véritable système de lutte contre le crime organisé protège mieux la vie sociale qu'une police fouteuse à la recherche de militants politiques.

J'imagine, j'imagine... mais vous voilà prêts pour la virée du samedi soir. Evitez quand même la place de la Gare! ■

Le sperme n'est plus ce qu'il était

Nos braves spermatozoïdes failliraient-ils à leur tâche? Après plus de 50 ans de publications dans des revues spécialisées, le débat sur la qualité spermatique parvient au grand public, avec un mélange de données scientifiques complexes et contradictoires, d'inconfort (on n'aime pas parler de stérilité masculine), et de crainte de l'avenir pour notre espèce.

RÉFÉRENCES

Articles cités : Evidence for decreasing quality of semen during past 50 years. Carlsen et al., *British Medical Journal (BMJ)* 12 septembre 1992; Decline in sperm counts: an artefact of changed reference range of «normals»? Bromwich et al., *BMJ* 2 juillet 1994. Pathogenesis and management of male infertility. Skakkebaek et al., *Lancet* 11 juin, 1994. Frequency of intercourse for trying to conceive, Tur-Kaspa et al., *Lancet* 17 septembre 1994.

LES VOIES DE L'INFERTILITÉ

De nombreux chemins mènent à l'infertilité masculine: développement insuffisant des gonades dû à une insuffisance hypothalamique, des anomalies chromosomales, la non descente des testicules, le cancer des testicules, des maladies auto-immunes, les maladies sexuellement transmissibles, des substances telles que les stéroïdes anaboliques, certains pesticides, des métaux lourds tels que plomb, cadmium, mercure. D'autres facteurs moins bien étudiés sont encore cités, tels que l'habillement (trop chaud, trop serré), l'exercice (trop), le stress (trop), l'alcool, le tabac, la marijuana. Et malgré tout, environ 15% des cas de stérilité de couples demeurent non expliqués.

(ge) «Une bactérie, une amibe, une fougère, de quel destin peuvent-elles rêver sinon de former deux bactéries, deux amibes, plusieurs fougères»? dit François Jacob.

La «reproduction» est non seulement la caractéristique du vivant, mais sa finalité. La reproduction est à la qualité de la vie ce que le lichen est à la qualité de l'air: un indicateur précoce. Grippe, surmenage, migraine ou dépression, la copulation est la première des fonctions vitales à perdre son statut prioritaire.

Environ 15% des couples sont stériles et dans environ 50% de ces cas, l'infertilité peut être attribuée au mâle.

«La densité moyenne du sperme en spermatozoïdes a passé de 113 mio/ml en 1940 à 66 mio/ml en 1990». Pour tempérer les craintes, disons tout de go que l'analyse classique du sperme (volume, concentration en spermatozoïdes, pourcentage de formes anormales, mobilité) semble être un mauvais prédicteur de la stérilité. L'OMS considère un sperme comme normal même si jusqu'à 70% des spermatozoïdes ont une forme anormale – on est bien plus sévère avec les taureaux.

Comment a-t-on établi «scientifiquement» cette baisse? Simple question, qui nécessite une méta-analyse de tous les articles publiés sur le sujet. Le corpus de la vérité médicale est contenu dans *Medline*, base de données informatique de journaux médicaux publiés à partir de 1966; *l'Index Medicus* complète les années 1930 à 1965. L'indexation des articles (les mots-clés) est faite par des humains et on peut donc manquer des articles importants; les bases de données ne tiennent compte que des articles publiés dans les journaux canoniques, et ignorent tout ce qui est rapports de congrès, livres, chapitres de livres et journaux non canoniques.

Dans le cas présent, les auteurs dénient 61 communications de la littérature mondiale, publiées entre 1938 et 1990. Publications bien sûr inégales en étendue (7 cas étudiés dans tel article, 4435 dans tel autre), et souvent parues dans des journaux inaccessibles même dans une bonne bibliothèque universitaire.

On doit assumer que le comptage de la densité spermatique s'est fait de manière identique en 50 ans et dans les différents pays – hypothèse probablement raisonnable ici. Il faut aussi postuler que les cas présentés n'ont pas été sélectionnés d'après leur con-

centration spermatique, en particulier que l'on n'a pas éliminé de l'échantillon les hommes subfertiles. C'est un problème majeur, car la limite entre «normal» et «subfertile» (en dessous de la concentration normale), telle que définie par l'OMS, a changé dans le temps (dans les années cinquante), passant de 60 mio de spermatozoïdes /ml à 20 mio/ml! Si les chercheurs avaient éliminé de leurs groupes la plupart des hommes subfertiles, cela aurait grandement et artificiellement augmenté les moyennes, mais bien plus à l'époque où le seuil était à 60 mio/ml, qu'aujourd'hui, et le déclin relatif observé s'expliquerait simplement par une bête procédure. On a récemment prouvé mathématiquement que le déclin observé pourrait s'expliquer totalement par ce changement de seuil.

Et même si on n'avait jamais rejeté les valeurs sous-seuil, on se heurterait encore à un autre écueil: les chercheurs publient bien les moyennes, mais omettent souvent d'autres descriptions du groupe étudié. Or, pour la concentration spermatique, la distribution n'est pas du tout normale, «en cloche», mais plutôt logarithmique: il y a beaucoup de valeurs basses rehaussées par quelques valeurs très élevées. Dans ces conditions, faire une comparaison des moyennes arithmétiques devient périlleux. Ensuite ces moyennes, déjà discutables, sont mises en graphique et les points rejoints par une droite (régression linéaire): la densité a baissé de 0.934 mio/ml par an. Mais les points pourraient bien sûr être rejoints par autre chose qu'une droite...

L'amoncellement de ces critiques peut remettre en question le déclin de la qualité du sperme, surtout que des paramètres tels que l'âge, la saison (plus de spermatozoïdes en automne) et l'importante variabilité chez le même individu doivent être considérés.

La stérilité mâle, enfin reconnue, discutée, est bien là; l'augmentation des cas de cancers testiculaires est réelle; mais les preuves finales de cette glissade de la densité spermatique ne sont pas faites.

Quant à ceux qui croiraient que le nombre moyen de spermatozoïdes décroît parce que nous faisons l'amour beaucoup plus souvent que nos pères, qu'ils se détrompent: une étude israélienne sur des hommes subfertiles vient d'affirmer le contraire: réduisez l'espace des rapports pour augmenter le nombre des gamètes...■

Une tradition d'ouverture

L'édition en français d'un essai sur le théâtre éclaire nos diversités culturelles et rappelle le rôle qu'a joué notre pays dans la diffusion d'un théâtre de critique sociale.

RÉFÉRENCE

Le théâtre en Suisse, Beat Schlöpfer, Ed. Pro Helvetia, paru en français en 1994. Même s'il pêche par des imprécisions et des omissions, c'est la seule synthèse sur le sujet.

Lire aussi

Cris et écrits, Textes sur le théâtre réunis et présentés par Joël Aguet, Ed. Payot, Lausanne, 1990.

Langhoff à Lausanne – L'ouragan lent – Jean-Yves Pidoux, Ed. Theaterkultur/Ed. d'en bas, 1994.

(vb) On saisit bien la singularité du théâtre dans un pays quadrilingue et multiculturel ; à l'opposé d'un théâtre de répertoire, avec dépositaire de la tradition (la Comédie-Française) et scènes nationales. L'intérêt de cet essai est multiple. D'abord, il nous ramène à des questions d'identité, qui resurgissent sous la pression d'événements extérieurs ou se révèlent dans la célébration des mythes fondateurs. Les travaux et les jours sont aussi l'occasion de commémorations, comme la Fête des Vignerons, à Vevey, mêlant professionnels et amateurs, avec des milliers de participants volontaires, pour la version bachique d'un rituel.

Ce qu'on sait peut-être moins, c'est que le théâtre en Suisse alémanique a été un lieu de création privilégié pour des artistes et intellectuels fuyant l'Allemagne nazie.

On peut voir dans le livre de Beat Schlöpfer une photo de Wolfgang Langhoff, le père de Matthias, en comédien, tirant la charrette de *Mère courage*, de Brecht, créé en avril 1941 au Schauspielhaus de Zurich, qui demeurait le principal théâtre indépendant de langue allemande, après l'annexion de l'Autriche. Les artistes et comédiens allemands en exil à Zurich y créèrent quelques-unes des pièces les plus célèbres de Brecht.

Dans les années d'après-guerre, parmi les acteurs du renouveau théâtral, à Bâle, on trouve un certain Werner Düggelin, qui fut directeur du Centre suisse de Paris. Ce théâtre en prise directe sur son temps gagnera la Suisse romande, où à Genève, mais surtout à Lausanne, on est passé d'un théâtre de boulevard importé de Paris en fin de tournée (Les Galas Karsenty) à la mise en place d'une vraie programmation contemporaine. C'est d'abord l'aventure des Faux-Nez, qui doit son nom, bien dans l'esprit de l'époque, à une pièce de Sartre, puis la création du Centre Dramatique Romand. Une association, la Guilde du Théâtre, constitue une assise de spectateurs venus de la classe moyenne, nécessaire à tout projet théâtral. C'est bien sûr Charles Apothéloz, organisateur du CDR, à Lausanne, qui en fut l'artisan, lui qui inscrivit à l'affiche dans les années cinquante Ionesco, Beckett, Tardieu, Ghelderode. Lorsqu'il programmera Brecht, Frisch, Dürrenmatt au CDR, il sera taxé de subversif. Apothéloz fut bientôt relayé par d'autres, jeunes metteurs en scène, comme Alain Knapp et Lova Golovtchiner, qui eurent tôt fait de se débarrasser du père et de susciter l'éclatement de la structure qu'il avait mise sur pied. Le fondateur du CDR, réfractaire à

tout système, qui s'était endetté et épuisé à demander des subventions pour faire sortir de sa gangue le théâtre romand, trouvera une consécration tardive (et bien vaudoise) dans la Fête des Vignerons de Vevey, en 1977, dont il fut le grand ordonnateur.

A Genève, c'est le Théâtre de Carouge, créé par François Simon et Philippe Mentha en 1957, bientôt suivi du Théâtre de l'Atelier (François Rochaix; futur metteur en scène de la prochaine Fête des Vignerons!) et du Nouveau Théâtre de Poche, qui implantent un théâtre moderne.

Mais l'expérience la plus caractéristique d'une époque qui sera marquée par mai 68 restera la fondation du TPR (Théâtre Populaire Romand), utopie vivante, théâtre autogéré, enraciné dans son Jura neuchâtelois, créé en 1959 par Marcel Tassimot, auquel succédera Charles Joris.

Dans les années 80-90, la crise de trois théâtres institutionnels au rayonnement international (à Zurich, Bâle, Genève) est révélatrice d'un manque d'envergure, de problèmes financiers, et parfois de certains accès de provincialisme (Genève, Lausanne).

En toile de fond, un théâtre politiquement moins provocant, retombée de la «fin des idéologies». Exit le théâtre engagé: on ne porte pas sur scène les guerres d'Afghanistan ou de Bosnie...

A Genève, La Comédie traite de façon cavalière Benno Besson, qui lui avait donné en un éclair une aura unique, avant de se ridiculiser dans une valse-hésitation face à Matthias Langhoff, grand perturbateur, qui finira par choisir Lausanne, plus éclairée, avant d'en partir, en laissant pour longtemps des esprits chamboulés.

Aujourd'hui, le théâtre semble tiraillé entre localisme et ouverture européenne. L'installation de Béjart à Lausanne, comme celle de Langhoff et de Gonzalez a sporadiquement soulevé des accusations d'impérialisme culturel... On se souvient de la réflexion horticole de tel édile, disant à propos de la venue de Béjart qu'on n'implante pas un baobab au milieu des géraniums.

Mais la politique de coproductions généreuse du Théâtre de Vidy, qui fait des envieux au bout du lac, permet aux spectateurs de voir les pièces programmées et montées dans un mouvement inversé, à Paris ou Avignon, après Lausanne (Langhoff, Besson, Robert Wilson, Joël Jouanneau, Dromesko, Bartabas, etc). Avec des décorateurs et scénographes «européens» encensés, comme Toffolutti ou Stéhlé... Qui s'en plaindrait? ■